

La difficile rencontre entre les « modèles » et les socialismes existants

par Tony Andreani, Professeur émérite de sciences politiques à l'université Paris VIII. Docteur en philosophie, ancien Directeur du Centre de philosophie politique, économique et sociale, Unité de recherche associée au CNRS, membre des Comités de direction ou d'orientation de plusieurs revues (Utopie critique, La Pensée, Actuel Marx, Variation), ainsi que de l'association Espaces Marx et de la Fondation Copernic.

Extraits de l'Introduction à *Le socialisme de marché à la croisée des chemins*, ouvrage collectif sous la direction de Tony Andréani (Editions Le temps des cerises, 2003).

Dès les années 70 un certain nombre de théoriciens, économistes ou philosophes le plus souvent, ont cherché une issue aux blocages du « socialisme réellement existant ». Les tentatives de réforme pourtant n'avaient pas manqué depuis la NEP, telles certains débats à huis clos des années 30 ou plus ouverts dans les années 60 en URSS, les ébauches étouffées avec la répression des révolutions hongroise et tchèque, et surtout l'expérience grandeur nature d'un socialisme autogestionnaire en Yougoslavie dès 1950 et la construction d'un « nouveau mécanisme économique » en Hongrie à partir de 1970. Mais il fallait aller plus loin, si l'on voulait dépasser les limites rencontrées dans ces expériences historiques et surtout trouver des modèles de socialismes réalisables dans les pays occidentaux. On assiste alors à une véritable floraison de « modèles » (non au sens mathématique, mais au sens d'épures, de figures stylisées en quelque sorte, éventuellement appuyées sur quelque formalisation) dans les années 80, qui sont l'oeuvre essentiellement d'auteurs anglo-saxons. L'ébranlement du système soviétique avec la perestroïka, puis sa désagrégation, ont donné un nouveau souffle à ces recherches, qui proposent des voies de sortie. Le début des années 90 sera particulièrement fécond en productions. Mais l'histoire ne sera pas au rendez-vous. Ce sont les ultra-libéraux qui triomphent en Russie, l'entraînant dans le désastre que l'on sait : toutes les bases, qui auraient pu servir de fondements à un nouveau socialisme, sont détruites. Tous les autres pays ex-socialistes semblent emportés dans un irréversible mouvement de restauration du capitalisme, et l'opinion prévaut que la « transition » dans les quelques pays qui restent socialistes (Chine, Vietnam, Cuba, Laos, pour ne pas parler d'une Corée du Nord figée dans un modèle stalinien) conduit aussi au capitalisme, mais de manière plus graduelle et plus maîtrisée. Les recherches subissent un coup d'arrêt, sans s'épuiser pour autant. Elles cherchent toujours à tirer les leçons du passé et à s'appuyer sur l'étude des quelques éléments de socialisme qui subsistent en Occident, mais elles ne semblent plus en prise sur le réel.

La situation est sans doute en train de changer. Car d'une part la crise dans laquelle le néo-capitalisme, le capitalisme « financiarisé », est entré, est d'une telle gravité que tout le monde la reconnaît. Il y a deux ou trois ans encore, rares étaient ceux qui mettaient en doute le triomphe de ce nouveau capitalisme, sa vitalité et sa durabilité. Aujourd'hui l'inquiétude a gagné non seulement les grands médias, mais encore le monde des experts et des journaux spécialisés dans l'économie et la finance. Le moins qu'on puisse dire est que la pensée unique s'est fissurée, jusque dans ses sanctuaires, tels que le FMI ou l'OCDE. De là à reparler de socialisme, il y en a encore bien loin. Du moins ceux qui n'y ont pas renoncé n'apparaissent plus forcément comme des nostalgiques ou des illuminés. D'autre part il n'est plus aussi évident que la Chine et ses cousins en socialisme se rapprochent à toute allure des grands pays capitalistes. On n'a pu s'empêcher de remarquer que, dans un monde en stagnation, la première était l'un des rares pays à connaître un taux de croissance élevé, au moment où les autres pays émergents connaissaient des secousses sévères et un ralentissement prononcé, et que cela n'était pas sans rapport avec le maintien d'une base socialiste. On a vu que Cuba, privé de l'aide soviétique et toujours sous embargo américain, avait redressé un

situation qui semblait désespérée. On a vu que le Vietnam aussi avait échappé à la tourmente asiatique, même si elle a pesé sur ses exportations. Bref des regards se sont à nouveau tournés vers l'ancien monde socialiste, non certes pour y repérer une alternative, mais du moins pour y scruter les prémices d'un capitalisme plus social et plus régulé. Surtout, pour les « modélisateurs », il y avait à nouveau du grain à moudre. C'est dans cette conjoncture intellectuelle que nous nous trouvons, semble-il, à l'heure actuelle.

Mais la rencontre entre les modèles théoriques et la réalité concrète de ces pays est très difficile, bien plus difficile que lorsqu'il s'agissait du destin de l'URSS, qui était un pays industrialisé, et, à certains égards (éducation, santé, recherche publique), très développé. Il ne faut pas oublier que plus de la moitié de la population active chinoise travaille encore dans les champs, et le plus souvent sans engins mécaniques, que les deux tiers des Vietnamiens sont encore des agriculteurs, et que l'emploi agricole cubain reste important [1]. La structure sectorielle des systèmes économiques reste donc celle de pays sous-développés, bien qu'il existe, surtout en Chine, des secteurs en voie de modernisation rapide. Nous ne sommes certes plus dans la situation d'arriération économique qui caractérisait la Russie en 1917 (avec une classe ouvrière des plus réduites), d'une part parce qu'il existe dans ces pays une base industrielle plus ou moins importante, quoique souvent vieillie, d'autre part parce que les « indicateurs sociaux » (tel le taux d'alphabétisation ou de longévité de la population) sont bons, voire excellents. Mais le retard technologique reste considérable, surtout dans le domaine agricole. On comprend pourquoi les Chinois, face à ce retard, disent qu'ils n'en sont qu'au « stade primaire du socialisme ». C'est donc ceci qu'il faut d'abord avoir en tête lorsqu'on se demande si ces socialismes existants se rapprochent plus ou moins des modèles que l'on avait bâtis, soit en pensant à l'URSS ou aux pays de l'Est, soit en pensant aux pays occidentaux.

En second lieu il ne faut pas oublier que ces socialismes n'en ont pas fini avec le lourd héritage de leur passé « soviétique ». Car, quelles qu'aient été les différences dans la construction du socialisme entre ces trois pays (elles sont loin d'être négligeables, et elles expliquent en partie les différences dans les chemins de réforme suivis), ils étaient fortement influencés par et structurellement très proches du « modèle » soviétique jusque, selon le cas, le début, le milieu ou à la fin des années 80. Aucun ne s'était inspiré du système yougoslave ni n'avait tenté d'appliquer un « mécanisme économique » à la hongroise. Cet héritage était d'un côté une chance : il n'y avait pas à renverser un système capitaliste qui avait été brisé, ni à le déconstruire quand il avait pris une certaine ampleur (comme dans certains pays de l'Est avant la soviétisation). Mais c'était d'un autre côté un handicap (on ignorait ainsi les pratiques et les institutions d'une économie de marché, qu'il s'agissait dès lors de construire quasiment de toutes pièces) et un frein (les vieilles structures ne pouvaient manquer de résister, ne serait ce que par inertie, mais aussi en suscitant des oppositions, y compris sur les plans politique et idéologique). L'histoire du « socialisme réel » pèse ici de tout son poids.

En troisième lieu chacun des pays considérés a connu une période exceptionnellement longue de guerres étrangères ou intestines, ou d'une guerre économique sans rémission. En 1949 la Chine a émergé de plusieurs décennies de chaos total, puis elle a affronté la guerre de Corée et plusieurs conflits frontaliers et a dû, face à une menace permanente, consacrer une part importante de son budget à la défense. Le Vietnam a connu deux guerres coloniales successives, qui l'ont ruiné et laissé exsangue, à quoi il faut ajouter l'embargo et la fin du soutien soviétique. Cuba a été et est encore exposé au blocus économique états-unien, et s'est trouvé aussi privé brutalement de l'aide soviétique. Ce sont donc des pays longtemps ou encore sinistrés qui ont eu à expérimenter un nouveau socialisme. Et c'est évidemment dans ce contexte qu'il faut examiner les réformes en cours et leur distance par rapport à des modèles pensés pour d'autres lieux ou d'autres temps, ou de manière relativement abstraite des conjonctures historiques particulières.

Enfin chacun de ces pays relevait d'une aire ou d'une tradition culturelle bien différente de celle de l'URSS et des pays occidentaux. On ne comprendra pas les spécificités de la « réforme » chinoise, par exemple, si l'on ne tient pas compte d'un passé millénaire. Le rapport de la population à l'Etat n'est pas séparable d'une histoire impériale que la Révolution n'a qu'en partie bouleversée : la « bureaucratie céleste », avec son système mandarinal, qui tenait en respect les propriétaires fonciers et s'efforçait de faire régner un ordre administratif relativement impartial, jouissait de plus de crédit qu'un tsarisme dont tous les ressorts reposaient sur le servage. De même cette bureaucratie impériale était d'une certaine manière laïque (le culte de l'Empereur n'était lié à aucune religion déterminée, et c'était la sagesse confucéenne qui servait de ciment) et universaliste (les cultures minoritaires étaient

respectées), alors que l'Empire tsariste s'appuyait sur la religion orthodoxe et sur le nationalisme grand-russe. Le parti communiste chinois a bénéficié de ces aspects de la tradition, et cela explique encore aujourd'hui l'enracinement qui est le sien et la légitimité dont il continue à jouir (bien qu'il ait déclenché des mouvements de masse, qui, partout ailleurs, auraient probablement entraîné une désagrégation de la société). Ce n'est donc pas sans raison que les dirigeants chinois actuels parlent d'un « socialisme à la chinoise ». Le visiteur étranger qui ne relèverait que les signes (innombrables) d'occidentalisation et qui se contenterait de noter les lenteurs de la démocratisation ne ferait que plaquer sa vision du monde sur une société où les traits culturels propres sont omniprésents, parfois pour le pire (ainsi pour la peine de mort, très profondément ancrée dans la mentalité populaire, et dont les rituels commencent seulement à se transformer) et souvent pour le meilleur (par exemple le sens de l'honneur, les solidarités familiales, la courtoisie).

L'écart entre les modèles théoriques et la réalité des socialismes vient aussi de ce que les premiers ont été généralement conçus en « économie fermée », alors que les pays survivants du « socialisme réel » ont à s'insérer dans le système de l'économie mondiale, au niveau régional comme au niveau global, s'ils veulent ne pas se laisser distancer, et, mieux encore, s'ils veulent regagner du terrain.

Ces quelques remarques devaient être faites pour éviter tout malentendu. S'il est vrai que les trois pays en question représentent de véritables laboratoires, qui peuvent servir déjà à tester la plus ou moins grande pertinence de tel ou tel modèle, ces laboratoires ne peuvent offrir que des leçons limitées, et inversement les modèles, s'ils peuvent être utilisés pour interroger cette réalité, ne peuvent servir ni de référent simple, ni encore moins de pierre de touche.

Ceci dit les problèmes de la « réforme » dans ces pays correspondent bien à *des problèmes généraux qui sont ceux de toute alternative socialiste*, et c'est en ce sens que le va et vient entre la théorie et le réel revêt toute sa signification et toute son importance. Ce sont ces problèmes que nous allons essayer de présenter brièvement.

Socialisme et choix collectifs

Que faut-il entendre par socialisme ? Si, pour l'immense majorité des individus dans les pays « occidentaux », le terme ne veut plus dire grand chose, c'est parce qu'il s'est trouvé identifié à une société où tous les pouvoirs étaient concentrés en quelques mains, censées détenir la vérité de l'histoire et guider un peuple ignorant dans la bonne direction (d'où la « dictature du prolétariat » et le parti « d'avant-garde ») et où la propriété presque intégrale de l'Etat voulait signifier, avec la fin de la propriété privée, la fin des inégalités sociales et des classes. Le libéralisme a grossi cette image pour en faire un repoussoir définitif : le socialisme, c'était le totalitarisme, la disparition des libertés et des choix individuels, et un régime égalitariste, qui tuait l'initiative et la responsabilité (tous étant fonctionnaires, tous étaient moutonniers, routiniers et démotivés). Le socialisme, c'était aussi le Plan, soit un système d'injonctions administratives incapable de s'adapter à la complexité, aux changements, et à la mobilité propres à une société moderne, caractérisée par une évolution rapide des technologies et des goûts. Mais cette caricature n'était pas dénuée de réalité.

Avec l'écroulement de ce type de socialisme, *la notion de socialisme est devenue à la fois beaucoup plus vague et beaucoup plus riche*, renouant d'une certaine façon avec ses origines. On pourrait dire qu'une société socialiste, par opposition avec une société capitaliste, ou « libérale », est

1. une société où il existe des choix collectifs qui ne sont pas seulement la résultante de choix individuels, mais permettent à ceux-ci de s'exercer « en connaissance de cause » ;
2. une société où ces choix sont élaborés de manière aussi collective que possible, c'est-à-dire en améliorant constamment les procédures démocratiques ;
3. une société où les choix collectifs correspondent à des engagements, à une politique qui doit rendre compte de ses réalisations, et 4° une société qui, parce qu'elle est plus démocratique, tend, du moins à long terme, vers plus d'égalité et une meilleure socialité.

Tous les modèles théoriques de socialisme admettraient sans doute cette prémisse. Ils peuvent diverger sur le caractère plus ou moins réalisable ou efficace de la démocratie, du moins au niveau économique, ils n'en reconnaissent pas moins que le socialisme incarne cette idée que les marchés ne peuvent produire d'eux-mêmes un optimum économique et social, et qu'une certaine maîtrise collective, qu'on l'appelle ou non une planification, s'impose pour éviter d'innombrables maux et pour

assurer et mesurer quelque chose comme un progrès social, comme une avancée historique. Si l'on interroge de jeunes Chinois ou même des chercheurs patentés, on s'aperçoit que la seule idée qu'ils énoncent sans difficulté est que le socialisme est une politique qui vise à orienter le développement et, à la longue, à créer plus de « justice sociale ». Mais, en Occident aussi, toute la contestation du capitalisme se fait au nom d'une rénovation de la démocratie et de la nécessité de maîtriser des évolutions que le capitalisme ne sait plus ou ne veut plus contrôler (le chômage de masse, les inégalités croissantes, les dangers ou les désastres écologiques).

La question du socialisme se confond, en ce sens, avec celle de la démocratie, au sens fort, c'est-à-dire du pouvoir du peuple, en tant que tel, sur ce qui pèse sur les destins individuels et collectifs. On ne veut plus d'un système démocratique qui laisse s'exprimer tous les mécontentements, mais qui n'en tient compte qu'à la marge, juste le temps de gagner des élections, qui brouille sans cesse les cartes en noyant sous une phraséologie les problèmes litigieux, et qui ne tient jamais ses promesses. On ne veut plus d'une oligarchie qui dissimule (de moins en moins bien) son pouvoir de classe sous les apparences d'une rivalité sans merci.

Or, à cet égard, il est très intéressant de regarder de plus près ce qui se passe du côté du pouvoir politique dans les trois pays « socialistes ». Ici le pouvoir annonce ses intentions, dans des documents certes dont la langue doit être décryptée (du moins pour les Occidentaux) et qui sont peu chiffrés (la planification n'est plus impérative, mais comment pourrait-elle l'être ?), mais qui définissent nettement des orientations et des objectifs. Les résolutions du Comité Central, et plus encore celles des Congrès du Parti, énoncent les lignes directrices, que les lois votées mettront en musique - d'où d'ailleurs le style très performatif de ces documents (« nous devons », « il nous faut »). Et c'est en fonction des réalisations que s'opéreront ou non le changement de lignes, voire la révision théorique. La politique est ainsi d'une certaine façon au poste de commandement, et elle sera expérimentale. On le voit, on est à l'opposé de la philosophie politique du libéralisme.

Mais, bien sûr, c'est le caractère démocratique du processus qui fait question, et, à cet égard, peu de choses semblent avoir changé par rapport au système politique à la soviétique. Pourtant les différences sont sensibles. Certes c'est le parti unique (Cuba, Vietnam) ou dominant (Chine) qui est au cœur du pouvoir et qui effectue en fait les choix collectifs - et, lui, ne s'en cache pas, puisque c'est même inscrit dans les Constitutions. Mais

1. le parti n'occupe plus toutes les fonctions électives (à la différence des démocraties occidentales, où, sauf au niveau de base, il faut être membre d'un parti pour avoir une chance d'être élu) ;
2. la plupart des fonctions dans l'appareil d'Etat ne sont plus conditionnées par l'appartenance au Parti, les recrutements se faisant par concours (c'est une des façons dont se réalise une certaine séparation du Parti et de l'Etat, alors que l'indépendance d'une grande partie de la haute administration n'est pas si fréquente dans les pays occidentaux) ;
3. le rôle des instances législatives semble plus important qu'on ne veut bien le dire (les lois font l'objet de sérieuses discussions, au lieu d'être votées par des députés souvent « godillots » mobilisés par les états-majors pour bloquer une initiative ou une victoire de l'opposition) ;
4. enfin et peut-être surtout, le parti unique ou le parti dominant ne sont plus, selon divers indices, les partis monolithiques d'autrefois.

Rappelons d'abord que ce sont des partis de masse (le PC chinois compte 66 millions d'adhérents), ce qui est fort différent des machines électorales à quoi se réduisent de plus en plus les partis occidentaux. Certes ceci ne prouve rien, car les partis fascistes étaient aussi des partis de masse, et les recrutements pourraient n'être que de l'embrigadement, mais témoigne cependant d'un certain enracinement dans la société (à coup sûr inégal). Le plus important est que les débats y paraissent nombreux et que la démocratie interne y ait fait quelque progrès sur le centralisme (l'élection des premiers responsables remplace la nomination). Bien d'autres faits nouveaux (la construction d'un Etat de droit, des formes de d'élection directe dans les villages etc.) pourraient être pris en considération, et il faudrait tenter un bilan des réformes politiques (cet aspect sera, malheureusement, négligé dans les articles présentés dans la deuxième partie de ce volume). Les théoriciens occidentaux du socialisme ne trouveront assurément pas ici leur compte (on tient pour acquis, dans les modèles, le meilleur des démocraties occidentales). On peut cependant avancer deux considérations. D'abord il semble de plus en plus évident que les dirigeants des pays socialistes ont pris conscience que le socialisme n'a des chances de l'emporter que s'il répond au besoin grandissant de démocratie. La seconde remarque est que, dans une passe historique aussi dangereuse, il importe de tenir solidement en mains les rênes du pouvoir pour réussir les réformes et pour ne pas sombrer dans l'ouverture commerciale et financière. C'est avec prudence et patience qu'il faudra inventer une

démocratie authentiquement populaire - certaines expériences occidentales (on pensera par exemple à la démocratie participative au Brésil comme troisième pilier des institutions) pouvant apporter beaucoup à la cause du socialisme.

Socialisme et prédominance des formes sociales de propriété

Si l'on part de l'idée que le socialisme implique l'existence de choix collectifs, élaborés démocratiquement, ces choix ne peuvent se réaliser dans un système économique qui est fondé sur la propriété privée, et encore moins capitaliste. Quelle que soit en effet l'importance des « régulations » (règles, normes, incitations, pénalisations), la logique de la propriété privée est celle de l'intérêt des propriétaires du capital (individus, actionnaires privés, mais aussi management), ce qui est encore plus manifeste à l'époque du capitalisme financiarisé, et elle est antinomique avec la poursuite de l'intérêt général. C'est pourquoi tous les modèles de socialisme reposent ou bien sur la propriété publique, ou bien sur des formes coopératives, mais soutenues indirectement par l'Etat, ou bien encore sur des formes « socialisées », toutes formes de propriété qui sont plus propices à des interventions de la puissance publique et à une planification.

Mais, dans tous les cas, ces modèles de socialismes représentent une rupture avec le « collectivisme » : les choix collectifs ne se substituent pas aux choix individuels, ils ne font, le plus souvent, que leur donner des perspectives, des orientations, des conditions de mise en cohérence. Dans le système soviétique, c'était le pouvoir politique qui décidait de tout : des besoins et de leur hiérarchie, des critères de gestion, des normes salariales, des prix, des objectifs de production. Et c'est parce que la planification répondait à de tels choix centraux qu'elle devait nécessairement être impérative et détaillée. Autrement dit tout était affaire de choix collectifs, relevant d'une supposée volonté générale. Il n'y avait plus guère de place pour les choix individuels, tels qu'ils peuvent s'exprimer à travers cette structure décentralisée qu'est le marché. L'échec de ce communisme ne tenait pas seulement à des problèmes de faisabilité, mais avant tout à ce qu'il faisait peu de cas des individus et des collectifs restreints et de leurs horizons existentiels. *La grande révolution de pensée se situe là : le nouveau socialisme se doit de rompre avec une conception « holiste » et « organiciste » de la société sans laisser pour autant des pouvoirs privés décider du destin de tous.* On y reviendra dans un instant.

La forme sociale de la propriété dépendra notamment du niveau de socialisation des forces productives, puisque c'est elle qui définira précisément l'horizon économique des sujets sociaux. Les trois pays socialistes considérés dans ce livre affirment vouloir maintenir le rôle dominant de la propriété publique, mais la propriété d'Etat n'est plus la seule forme de la propriété sociale, ni même de la propriété en général. Les raisons de fond les plus généralement invoquées sont les suivantes :

1. le degré de socialisation des forces productives est trop faible. Il vaut mieux remettre alors à l'initiative privée ce qui s'effectue dans un cadre privé. C'est le cas, typiquement, de la petite exploitation paysanne, de l'artisanat ou du petit commerce de caractère familial ;
2. l'horizon de la production est trop étroit ou trop étroitement lié au cadre local. La décentralisation peut alors simplement s'effectuer par la remise à des autorités locales (province, municipalité, bourg) des entreprises de l'Etat central ;
3. la réactivité des entreprises à la demande est souvent mieux assurée dans le cadre d'entreprises collectives, de formes diverses, plus libres de leurs mouvements.

C'est ainsi qu'en Chine le processus, très expérimental, de la réforme a engendré, comme on le verra, une floraison de formes de propriété sociale [2], dont certaines sont sans doute transitoires et dont d'autres sont appelées à se développer, que, à Cuba, une grande partie des entreprises agricoles d'Etat ont été transformées en coopératives, usufructières des terres (cf la contribution à ce volume d'Isaac Johsua), et que, au Vietnam, où la réforme agraire a rétabli l'exploitation familiale, la terre restant propriété publique, des formes coopératives sont également apparues (cf la contribution de Liêm Hoang Ngoc).

Il reste que, en Chine et au Vietnam, les formes de propriété privée dépassant le cadre familial, tout en restant très minoritaires non seulement dans la production industrielle ou dans les services, mais encore au niveau de leur contribution au PNB [3], progressent et que, surtout, le capital étranger s'est vu accorder des facilités de plus en plus importantes (on y reviendra). Mais les raisons qui ont conduit à autoriser un tel secteur privé, puis à encourager son développement, ne correspondent pas à un choix théorique et politique en faveur d'une économie mixte, et encore moins d'une transition au capitalisme, mais à des considérations empiriques. Les entreprises privées, y compris les grandes

entreprises capitalistes, se sont montrées jusqu'à présent souvent plus dynamiques, plus innovantes, plus « entrepreneuriales ». Il fallait donc d'une part apprendre d'elles (en ne « retenant que le meilleur »), et d'autre part confronter les entreprises de l'économie étatique et collective à la concurrence de ces entreprises privées pour les stimuler, pour les contraindre à l'adaptation et à une forme de rentabilité.

On pourrait donc penser que l'introduction du capitalisme, en particulier sous la forme des investissements directs étrangers, ne correspond qu'à la volonté d'accélérer le développement et à la période de transition vers un stade supérieur du socialisme. Mais la question ne fait l'objet ni d'une réponse tranchée, ni même d'un débat ouvert. Aussi se résoudra-t-on à émettre deux hypothèses de travail.

La première est que l'intégration dans une économie mondiale qui reste majoritairement capitaliste ne laisse pas le choix (c'est tout le pari de l'entrée dans l'OMC). Si l'on veut pouvoir pénétrer les marchés étrangers non seulement en exportant des marchandises, mais aussi des capitaux, fussent-ils publics (par exemple sous forme de filiales à l'étranger), il faut bien permettre une certaine réciprocité. C'est seulement dans la perspective fort lointaine et fort problématique d'une conversion des plus grands pays du monde à des formes de socialisme que cette contrainte pourrait être desserrée et que d'autres modes de coopération pourraient être trouvés.

La deuxième est plus fondamentale : un secteur capitaliste pourrait avoir, en tout état de cause, son utilité dans une économie socialiste, en remplissant une *fonction d'amorçage et un rôle innovateur*. C'est la thèse soutenue par David Schweickart (l'un des contributeurs de ce volume, dans un texte non publié). Après avoir distingué trois fonctions des capitalistes (la fonction entrepreneuriale, la fonction managériale et la fonction financière), il remarque que seule la première garde son intérêt dans le socialisme, celui-ci pouvant assurer une bien meilleure gestion et une bien meilleure allocation qu'un capitalisme intrinsèquement féodal et parasitaire par nombre de ses structures (poids excessif de la finance, ampleur des coûts de surveillance). Il y aurait donc d'abord une place pour un petit capitalisme, dont on sait qu'il le plus innovateur (sinon sur le plan technique, du moins sur celui de la création d'activités et par suite d'emplois). Cela ne veut pas dire que des formes coopératives de propriété sont moins innovantes et moins performantes, mais simplement qu'elles sont plus difficiles à mettre en place. Il y aurait sans doute aussi une place pour de plus grandes entreprises capitalistes, dynamiques sur le plan technique mais peu créatrices d'emplois (au contraire elles en détruisent), mais à condition que seuls les capitalistes qui y travaillent puissent y percevoir des revenus (une des conséquences serait que l'entreprise ne serait cessible qu'à l'Etat ou, par son intermédiaire, à d'autres véritables entrepreneurs). La propriété privée pourrait ainsi continuer à servir de stimulant, pourvu que la concurrence reste loyale (ce qui suppose un encadrement par le droit du travail etc.).

[1] La population occupée dans l'agriculture, la chasse, la pêche et la sylviculture représentait en 2000 24,4% de l'emploi total (pour une participation au PIB total de 6,7%).

[2] On distingue ainsi :

1. la propriété étatique, qui est la règle dans la plupart des services publics,
2. la propriété par actions où l'Etat est le seul propriétaire ou le propriétaire majoritaire, directement ou via d'autres entreprises publiques ;
3. la propriété « collective », indivise entre les membres d'une collectivité (un village par exemple),
4. la propriété coopérative par actions, où la gestion est démocratique (?un homme, une voix'), mais où le capital est divisé en parts porteuses de revenus,
5. la propriété mixte, associant des collectivités publiques et des salariés actionnaires,
6. la gestion par procuration, l'Etat ou un gouvernement local confiant la gestion à une personne physique ou morale qui en assument les risques,
7. le système de responsabilité reposant sur un contrat entre l'Etat et l'entreprise, portant sur le maintien ou l'augmentation de la valeur des actifs et les profits.

[3] Le secteur capitaliste autochtone ne représente au Vietnam que 3,3% du PIB (cf le tableau dans le texte de Liêm Hoang Ngoc). En Chine l'ensemble du secteur privé représentait en 1996 24% du PIB (Cf Socialisme et marché : Chine, Cuba, Vietnam, Centre tricontinental, L'Harmattan, p. 68), contre 41% pour le secteur d'Etat et 35% pour celui de la propriété « collective ». Selon le journal Le Monde (n° du 13 Novembre 2002) « le secteur privé représente aujourd'hui le quart de la production industrielle, le tiers du PIB - hors agriculture - et 11% de la population active ».